

TENDANCES

DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LES MARITIMES

Volume 1

Mars 2002

CEUX QUI PARTENT ET CEUX QUI RESTENT: TENDANCES CONCERNANT LA MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES DE 1996 DES MARITIMES EN 1997 ET 2000

Faits saillants

Départs pour poursuivre des études

- Douze pour cent des résidents des Maritimes ont quitté leur province d'origine pour s'inscrire à l'université.
- Les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard étaient les plus susceptibles de quitter leur province d'origine pour fréquenter l'université.
- Un diplômé a environ 11 pour cent plus de chances de déménager pour poursuivre ses études si ses parents ont un niveau de scolarité élevé.
- Les hommes étaient aussi susceptibles que les femmes de quitter leur province d'origine pour poursuivre leurs études.

Départs après l'obtention d'un diplôme

- Dans l'année suivant l'obtention d'un diplôme, une autre tranche de 10 pour cent des diplômés ont quitté leur province d'origine pour la première fois afin de s'installer ailleurs; dans les trois ans suivant la première entrevue, les diplômés ont quitté leur province d'origine au rythme de 4 pour cent par année.
- Les sciences appliquées et le génie, les mathématiques et les sciences physiques et la technologie de l'information étaient les trois principaux secteurs d'études des diplômés qui quittaient plus tôt (vivant à l'extérieur des Maritimes dans l'année qui a suivi l'obtention de leur diplôme).
- En général, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de quitter leur province d'origine après l'obtention de leur diplôme.
- Les diplômés masculins de l'Île-du-Prince-Édouard étaient plus susceptibles de quitter leur province d'origine au cours de l'année suivant l'obtention de leur diplôme.
- Bien que les hommes et les femmes aient indiqué qu'ils étaient partis pour « se chercher un emploi », les femmes étaient plus susceptibles de dire qu'elles avaient déménagé afin de « suivre ou de retrouver leur conjoint », tandis que les hommes étaient plus susceptibles d'avoir déménagé pour des raisons liées à l'emploi.

Premières expériences de travail

- Les facteurs comme les salaires relativement plus bas, l'insatisfaction professionnelle, un poste non permanent et l'impossibilité d'obtenir un emploi, tous mentionnés en 1997, augmentaient la probabilité qu'un diplômé vive à l'extérieur de la région en 2000.

Introduction

« Graduate Exodus Continues », une manchette récente du *Telegraph Journal* (le 14 juin 2001), faisait ressortir certaines constatations de l'*Enquête de la CESPM auprès des diplômés universitaires des Maritimes de 1996*. L'article portait sur les diplômés qui quittent la région pour trouver du travail et faisait ressortir une préoccupation commune dans la région, soit la diminution d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée. Il importe de bien représenter la mobilité géographique des diplômés universitaires des Maritimes, tant du point de vue des gouvernements qui ont investi dans la formation d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée essentielle à l'économie de plus en plus fondée sur le savoir que du point de vue des étudiants eux-mêmes qui ont consacré du temps et de l'argent pour obtenir un diplôme ou un grade universitaire.

Afin que les décideurs puissent se pencher sur cette question efficacement, il faut répondre à de nombreuses questions. Par exemple, quels facteurs prédisposent un diplômé à partir? Existe-t-il des caractéristiques communes entre ceux qui partent et ceux qui restent? Comment les tendances concernant la mobilité changent-elles au moment de l'obten-

TENDANCES CONCERNANT LA MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

tion du diplôme et au cours des années suivantes?

D'après les constatations présentées dans le présent document, il existe des facteurs très différents dans les modes de migration des diplômés à trois moments précis : lorsqu'ils sont étudiants (c.-à-d. au départ pour poursuivre ses études), un an après l'obtention du diplôme et quatre ans après l'obtention du diplôme.

Les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard représentent seulement 6 pour cent (échantillon pondéré) des répondants au sondage (n = 145). En raison du faible nombre de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard dans l'échantillon, dans certains cas dans le présent document, le nombre de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard dans un sous-groupe est trop faible pour qu'une juste comparaison puisse être établie à l'intérieur de ce sous-groupe.

Départ pour poursuivre des études

Les étudiants peuvent quitter leur province d'origine afin de suivre un programme particulier ou pour d'autres raisons, par exemple le simple désir de vivre à l'extérieur du foyer et d'obtenir son autonomie. Les gouvernements de la région qui désirent offrir à leurs résidents l'accès à la plus grande variété possible de programmes prévoient ce type de migration; c'est pourquoi ils ont établi des programmes en conséquence. Par exemple, l'aide provinciale aux étudiants est transférable et la formule de financement régional¹ gérée par la CESPM rembourse les provinces d'accueil pour le coût de la formation des étudiants de l'extérieur de la province inscrits à des programmes désignés comme « régionaux ». Ces programmes sont en général définis comme ceux qui ne sont pas accessibles aux étudiants dans leur province d'origine.

En général, environ un résident des Maritimes sur huit² quitte sa province d'origine pour poursuivre ses études. Les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard étaient les plus susceptibles de partir, près de la moitié (45 %) choisissant de fréquenter une université ailleurs dans la région. Par comparaison, seulement un Néo-Brunswickois sur sept et un Néo-Écossais sur quinze quitte sa province d'origine pour fréquenter l'université (Tableau 1). Ces constatations cadrent avec les conclusions de l'Enquête nationale auprès des diplômés (Burbidge et Finnie, 1999).

sciences sociales, en génie, en éducation et en santé (surtout en sciences infirmières) quittent leur province. Il importe de souligner que le baccalauréat en sciences infirmières est un programme relativement nouveau à l'Île-du-Prince-Édouard, le premier groupe d'étudiants ayant reçu leur diplôme en mai 1996. Nous pourrions donc s'attendre à ce que le nombre de personnes qui quittent pour suivre les programmes de sciences infirmières aura diminué depuis.

Dans le domaine du génie, les étudiants peuvent effectuer trois ans d'études

Tableau 1
Lieu de résidence des diplômés avant l'inscription et selon la province d'études (lieu de l'établissement, 1996)

Province de résidence avant l'inscription	n	Province d'études (1996)		
		Î.-P.-É. %	N.-É. %	N.-B. %
Î.-P.-É.	145	55	30	15
N.-É.	1 111	1	94	6
N.-B.	769	1	14	86
Autre ¹	355	2	73	25

¹Diplômés vivant à l'extérieur de la région des Maritimes

Il n'est pas étonnant que le pourcentage de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard ayant quitté la province pour poursuivre leurs études est le plus élevé des trois provinces, puisque l'Île compte seulement une université offrant principalement des programmes de premier cycle. Nous prévoyons que certains étudiants quitteront la province du fait qu'ils ne peuvent suivre le programme qui les intéresse. Le nombre d'étudiants qui quittent l'Île-du-Prince-Édouard pour fréquenter une université dans une autre Province maritime est trop faible pour déterminer de manière précise la répartition selon le domaine d'études. Toutefois, un nombre plus élevé de diplômés en

(diplôme en génie) à l'Île. Ils doivent toutefois compléter les deux autres années du programme à l'extérieur de la province. De plus, il faut noter que les sciences sociales étaient le secteur d'études le plus populaire, 23 pour cent de tous les répondants ayant reçu un diplôme dans ce domaine.

Si nous examinons la répartition selon le domaine d'études de tous les résidents des Maritimes, les étudiants ont quitté leur province d'origine pour poursuivre des études dans les trois principaux domaines suivants : sciences de la santé, sciences sociales et génie. Pour ceux qui sont restés dans leur province d'origine, les

trois principaux domaines d'études sont les sciences sociales, le commerce et l'administration, et les sciences agricoles et biologiques.

Les principaux domaines d'études recherchés par les diplômés venant de l'extérieur de la région³ étaient les sciences sociales, l'éducation et les lettres et les sciences humaines. Le droit représentait aussi un domaine important dans ce groupe de diplômés.

Bien que la possibilité de pouvoir suivre le programme de son choix dans une autre province puisse être un facteur de motivation pour certains, ce n'est probablement pas le cas pour tous. Le départ aux études dépend aussi, dans une certaine mesure, de la capacité d'absorber un tel déménagement et, jusqu'à un certain point, du revenu des parents. L'enquête auprès des diplômés ne tient pas compte des revenus des parents. Nous pouvons toutefois utiliser le niveau de scolarité des parents comme un facteur brut pour déterminer les revenus, où les niveaux accrus de scolarité sont supposés être liés à des niveaux de revenu accrus.

Bien que nous ayons constaté une migration interprovinciale, quel que soit le revenu des parents, un diplômé est beaucoup⁴ plus susceptible d'avoir déménagé pour poursuivre ses études si ses parents ont un niveau de scolarité élevé. Un diplômé sur trois dont le niveau de scolarité combiné des parents se situait au moins au niveau du baccalauréat quittait sa province d'origine pour étudier, comparativement à environ un sur cinq (22 %) pour ceux dont le niveau de scolarité combiné des parents était inférieur au baccalauréat. Cette tendance existe chez les résidents des Maritimes.

Les diplômés plus jeunes étaient aussi plus susceptibles d'avoir quitté leur province d'origine pour poursuivre

leurs études : l'âge moyen des personnes ayant déménagé était de 25 ans en 1996, comparativement à 27 ans pour ceux qui sont restés.

Il est intéressant de noter, en ce moment, que les modes de migration entre les hommes et les femmes varient peu. Comme nous le verrons, tel n'est pas le cas lorsqu'on examine les départs après l'obtention du diplôme.

Départ après l'obtention du diplôme

Les nouveaux diplômés ont de nombreux défis à relever et de nombreux choix à faire, entre autres se trouver un travail enrichissant et rembourser leur prêt étudiant. Le choix de quitter la région après l'obtention du diplôme dépend largement des études faites par l'étudiant, de sa province d'origine et de son sexe. De plus, le fait de partir aux études a une influence sur la décision d'un diplômé de déménager après l'obtention du diplôme.

Dans le présent sondage, les répondants devaient indiquer le nombre de fois qu'ils s'étaient installés dans une autre ville depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Cette question permet de connaître les déplacements effectués entre les entrevues. Même si les réponses n'évaluent pas les modes de migration interprovinciale proprement dits, elles offrent néanmoins une bonne indication de la mobilité générale. Pour ce qui est des résidents des Maritimes, les diplômés qui avaient déménagé dans une autre province pour fréquenter l'université étaient beaucoup plus susceptibles (70 %) que les autres diplômés (54 %) d'indiquer qu'ils avaient déménagé au moins une fois après l'obtention de leur diplôme.

De plus, près de un résident des Maritimes sur sept ayant déménagé à l'extérieur de sa province d'origine pour fréquenter l'université a aussi

quitté la région dans l'année qui a suivi l'obtention de son diplôme, comparativement à un sur dix pour ceux qui n'avaient pas quitté la région pour poursuivre leurs études.

La tendance à quitter sa province d'origine dans l'année suivant l'obtention d'un diplôme était plus prononcée chez les hommes de l'Île-du-Prince-Édouard. Près de quatre hommes sur dix (36 %) ont quitté l'Île-du-Prince-Édouard, la plupart (26 %) d'entre eux ayant quitté la région et seulement un sur dix ayant déménagé dans une autre province Maritime (Tableau 2). Par comparaison, un nombre beaucoup moins élevé de résidentes de l'Île (22 %) ont quitté la province en 1997, la plupart (14 %) de ces femmes choisissant de déménager dans une des autres Provinces maritimes. En 2000, le fossé entre les sexes des insulaires de l'Île-du-Prince-Édouard s'est rétréci légèrement, passant de 14 à 13 points de pourcentage, mais demeurant important; un peu moins de la moitié des résidents (49 %) et 36 pour cent des résidentes avaient quitté l'Île.

Bien qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick les taux des résidents qui partent soient plus élevés que ceux des résidentes, le fossé n'est pas significatif dans ces deux provinces un an après l'obtention du diplôme. En 1997, 16 pour cent des hommes et 12 pour cent des femmes avaient quitté la Nouvelle-Écosse, tandis que 17 pour cent des hommes et 13 pour cent des femmes avaient quitté le Nouveau-Brunswick. En 2000, le taux de diplômés originaires du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ayant quitté leur province d'origine avait augmenté. Le fossé entre les sexes dans ces deux provinces a quelque peu augmenté et, pour le Nouveau-Brunswick, il était

TENDANCES CONCERNANT LA MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

Tableau 2
Mobilité selon le sexe du diplômé
 résidents des Maritimes à l'origine seulement¹

Province de résidence 12 mois avant inscription			Résidence en 1997		
			Province d'origine ² (%)	Province Maritime ³ (%)	Autre ⁴ (%)
n					
Î.-P.-É.	hommes	42	64	10	26
	femmes	105	78	14	8
N.-É.	hommes	375	84	4	12
	femmes	736	86	4	10
N.-B.	hommes	260	83	5	12
	femmes	508	87	5	8

Province de résidence 12 mois avant inscription			Résidence en 2000		
			Province d'origine ² (%)	Province Maritime ³ (%)	Autre ⁴ (%)
n					
Î.-P.-É.	hommes	41	51	12	37
	femmes	104	64	16	19
N.-É.	hommes	374	73	4	24
	femmes	736	77	5	18
N.-B.	hommes	260	71	7	22
	femmes	508	79	7	14

¹ Résidents des Maritimes définis comme ceux qui vivaient dans une Province maritime 12 mois avant de s'inscrire à un programme d'études menant à un diplôme en 1996.

² Diplômés vivant dans la même province 12 mois avant de s'inscrire à un programme d'études.

³ Diplômés vivant dans une province Maritime qui n'est pas leur province d'origine.

⁴ Diplômé vivant à l'extérieur de la région des Maritimes.

devenu considérable. En 2000, 27 pour cent des hommes et 23 pour cent des femmes avaient quitté la Nouvelle-Écosse, tandis que 29 pour cent des hommes et 21 pour cent des femmes avaient quitté le Nouveau-Brunswick.

Où vont les diplômés qui quittent la région? Les trois principales destinations canadiennes où s'installent les résidents des Maritimes qui quittent la région dans l'année qui suit l'obtention du diplôme sont l'Ontario, qui en attire près de la moitié (46 %) d'entre eux, la Colombie-Britannique (19 %) et l'Alberta (10 %). En 2000, cette répartition avait changé légèrement, soit 41 pour cent pour Ontario, 13 pour cent pour la Colombie-Britannique et 12 pour cent pour l'Alberta. La migration vers les États-Unis a augmenté entre la première et la quatrième année après l'obtention du diplôme. Près de 10 pour cent de tous

les résidents des Maritimes ayant quitté la région s'étaient installés aux États-Unis en 1997 et 12 pour cent en 2000.

Lorsque nous leur avons demandé, en 2000, le nombre de fois qu'ils s'étaient installés dans une nouvelle ville depuis l'obtention de leur diplôme, près de la moitié (46,8 %) des résidentes et près de quatre résidents des Maritimes sur dix ont indiqué n'avoir jamais déménagé.

Comment pouvons-nous expliquer ces différences dans les tendances concernant la mobilité des hommes et des femmes? Premièrement, lorsque nous leur avons demandé, en 2000, s'ils étaient prêts à déménager demain si un meilleur emploi leur était offert, les résidents des Maritimes (55 %) étaient beaucoup plus susceptibles que les résidentes (43 %) d'être prêts ou très

prêts à s'installer ailleurs au Canada. Ce fossé entre les sexes chez les résidents des Maritimes demeure considérable en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

En plus de ces différences, il existe des distinctions frappantes entre les résidents des Maritimes quant aux raisons fournies pour avoir déménagé depuis l'obtention de leur diplôme (Figure 1). Bien que les hommes autant que les femmes qui avaient déménagé au moins une fois depuis l'obtention de leur diplôme soient susceptibles de dire qu'ils l'ont fait afin « de se trouver un emploi », les hommes étaient plus susceptibles de donner des raisons ayant trait à l'emploi, tandis que les femmes (15 %) étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes (1 %) d'avoir donné comme raison « suivre/retrouver un conjoint ». Les hommes autant que les femmes étaient susceptibles d'indiquer qu'ils avaient déménagé pour poursuivre leurs études.

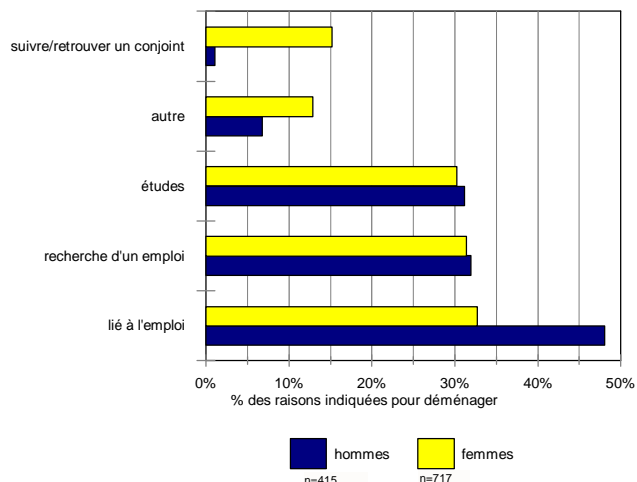
Dans la population en général, les raisons invoquées par les hommes qui ont quitté la région sont plus susceptibles d'être d'ordre économique (Finnie, 1998), tandis que celles fournies par les femmes sont probablement davantage liées aux responsabilités familiales (Lin, 1995). Nous constatons que cet échantillon de diplômés universitaires des Maritimes reflète la tendance dans la population en général, avec une très grande exception : les femmes diplômées étaient tout autant susceptibles que les hommes d'indiquer qu'elles ont déménagé après l'obtention de leur diplôme pour trouver un emploi. Cela suppose qu'il existe une différence entre les femmes ayant fait des études universitaires et les autres femmes en général en ce qui concerne la motivation économique du déménagement. Puisque la plupart des femmes (71 %) de la promotion de 1996 ont indiqué

que l'acquisition des compétences requises pour un poste particulier était très importante ou quelque peu importante au moment où elles ont entrepris leurs études en 1996 et qu'il est probable que ces femmes hautement compétentes diplômées de l'université puissent sentir que leurs compétences sont plus recherchées que celles de la population en général, il s'ensuit qu'elles peuvent reconnaître le potentiel accru (rémunération et disponibilité accrues des postes) de travailler ailleurs que leur province d'origine.

En plus du sexe du diplômé, le domaine d'études joue un rôle important dans la décision de déménager. La tendance des résidents des Maritimes à quitter la région était plus grande chez les diplômés des secteurs professionnels ou des sciences pures. Environ 28 pour cent des diplômés en sciences appliquées et en génie provenant des Maritimes avait quitté la région dans l'année qui a suivi l'obtention de son diplôme. Ce nombre passe à un sur trois en 2000 (Figure 2).

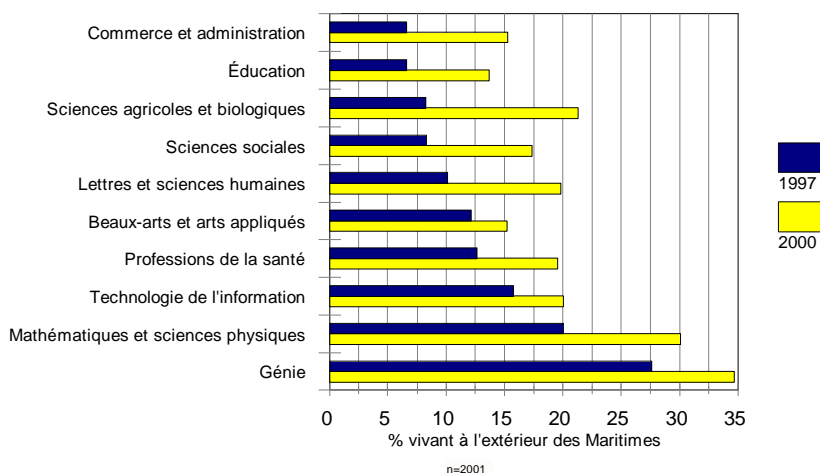
Dans l'année qui a suivi l'obtention de leur diplôme, 20 pour cent des diplômés en mathématiques et en sciences physiques (y compris en chimie) et un peu plus que 15 pour cent des diplômés en technologie de l'information avaient quitté la région. Dans une moindre mesure, les diplômés en beaux-arts et en arts appliqués (12,1 %) et dans les professions de la santé (13,4 %) étaient parmi ceux qui étaient partis le plus tôt (quittant la région au cours de l'année suivant l'obtention de leur diplôme) (Figure 2). Il se peut que ce groupe de diplômés soit plus susceptible de déménager peu après l'obtention de leur diplôme étant donné que leurs domaines d'études sont plus directement liés au marché du travail et que leurs compétences sont recherchées. En fait, nous constatons que leur emploi en 2000 est probablement plus directement lié à leur domaine d'études (Figure 3).

Figure 1
Quelle est la principale raison pour laquelle vous avez déménagé depuis l'obtention de votre diplôme en 1996? (Plus d'une raison peut avoir été fournie.)



univers = résidents dans les Provinces maritimes avant de s'inscrire au programme conduisant au grade obtenu en 1996
autre = « n'aimait pas le lieu de résidence », « voyage/expérience », « déménagement de la famille », « déménagement de résidence », « raisons personnelles », « autre »
lié à l'emploi = « pour travail » (Le déménagement était une condition de l'acceptation du poste), « mutation par l'entreprise », « possibilité professionnelle à long terme », « déménagé pour accepté un emploi mieux rémunéré », « déménagé pour un poste dans un domaine précis »

Figure 2
Diplômés (résidents des Maritimes à l'origine) demeurant à l'extérieur des Maritimes en 1997 et 2000 selon le domaine d'études



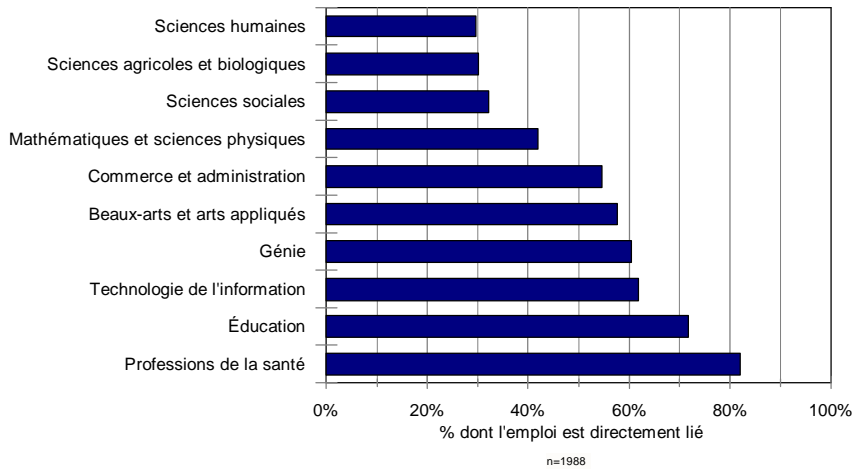
Il est intéressant de noter que les diplômés en sciences appliquées et en génie, ainsi qu'en mathématiques et en sciences physiques, étaient, en moyenne, les plus jeunes, l'âge moyen en 1996 étant de 24 et de 25 ans respectivement. Comme il a été large-

ment indiqué dans la documentation, le taux de mobilité géographique de la population en général (de 20 à 54 ans) et chez les diplômés ayant obtenu un baccalauréat au Canada augmente avec l'âge (Finnie, 1998). Le fait que les diplômés plus jeunes soient les plus

TENDANCES CONCERNANT LA MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

Figure 3

Pourcentage des diplômés (autrefois résidents des Maritimes à l'origine) dont l'emploi en 2000 est directement lié au domaine d'études en 1996



susceptibles de déménager reflète les tendances générales et bien connues.

Tout comme il y a certains domaines d'études qui augmentent la probabilité qu'un diplômé parte tôt, il existe certains domaines qui réduisent cette probabilité. Par exemple, un peu moins d'un diplômé sur treize (7,4 %) des programmes de sciences agricoles et biologiques avait quitté la région en 1997. Quatre ans après l'obtention du diplôme, ce taux est toutefois passé à 22 pour cent. Une explication possible : ces diplômés essaient de trouver un emploi dans leur domaine et dans leur province d'origine ou ailleurs dans la région après l'obtention de leur diplôme, mais leurs premières expériences de travail négatives, comme un salaire peu élevé (le salaire de ces diplômés se situe parmi les moins élevés de tous les domaines d'études en 1997), les incitent à quitter la région entre un et quatre ans après l'obtention de leur diplôme.

Quant au domaine d'études principal à l'échelle provinciale, nous constatons certaines différences dans les modes de migration. Chez les diplômés de la Nouvelle-Écosse, 66 et 58 pour cent des

diplômés en génie sont demeurés dans leur province d'origine entre un et quatre ans respectivement après avoir obtenu leur diplôme. Pour les résidents du Nouveau-Brunswick, ces données étaient plus élevées : 84 pour cent en 1997 et 68 pour cent en 2000.

Le taux de diplômés en technologie de l'information ayant demeuré dans leur province d'origine différait de 10 points de pourcentage entre la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick : un an après avoir obtenu leur diplôme, trois diplômés sur quatre demeuraient en Nouvelle-Écosse et six diplômés sur sept demeuraient au Nouveau-Brunswick. En 2000, toutefois, cet écart avait été comblé. La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont retenu trois diplômés sur quatre.

Une tendance semblable a été constatée chez les diplômés en mathématiques et en sciences physiques, 71 pour cent des résidents de la Nouvelle-Écosse demeurant dans la province en 1997 et 63 pour cent en 2000. Quant au Nouveau-Brunswick, aucun changement n'est survenu dans la rétention des diplômés dans la province

d'origine entre un et quatre ans après l'obtention du diplôme, avec 77 pour cent pour chaque période.

Le nombre de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont étudié en génie, en technologie de l'information et en mathématiques et en sciences physiques est trop faible pour établir des comparaisons précises.

Premières expériences de travail

Au moment des entrevues un an après avoir obtenu leur diplôme, les diplômés devaient répondre à des questions concernant leur situation d'emploi actuelle, y compris le statut, le degré de satisfaction, la pertinence par rapport au diplôme reçu en 1996 et la rémunération. Leurs réponses ont permis de créer un profil détaillé des premières expériences de travail. Au moment de la deuxième entrevue, l'influence de ces premières expériences sur les tendances concernant la mobilité (que les diplômés restent dans la région ou non) des résidents des Maritimes demeurant dans la région en 1997 commence à se faire sentir.

Il n'est probablement pas étonnant de constater que le chômage a une influence sur la mobilité : les personnes sans emploi peuvent quitter la région parce qu'elles sont attirées par les plus grands marchés du travail ailleurs. Les résultats de l'enquête révèlent qu'un diplômé ayant indiqué être sans emploi au moins une fois dans les quatre ans suivant l'obtention de son diplôme était aussi plus susceptible d'avoir déménagé. Parmi les répondants résidents d'une province Maritime à l'origine, 69 pour cent des diplômés vivant dans la région en 1997 mais ayant déménagé en 2000 ont indiqué être sans emploi au moins une fois depuis l'obtention de leur diplôme, comparativement à 47,5 pour cent pour ceux qui demeuraient dans la région en

2000, un écart de 21,5 pour cent. Le taux de chômage était moins élevé chez ceux qui vivaient à l'extérieur de la région en 1997 et en 2000.

Les diplômés qui ont indiqué être insatisfaits ou très insatisfaits de leur travail au moment de l'entrevue en 1997 étaient un peu plus susceptibles (17 %) d'avoir quitté la région en 2000, par opposition à ceux qui ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits (10 %).

Le fait d'occuper un emploi à temps plein ou à temps partiel en 1997 ne semble pas être lié à la raison pour laquelle un diplômé a déménagé ou est demeuré dans la région en 2000, mais le fait d'avoir un emploi permanent est lié. Bien que seulement un diplômé sur 14 ayant un poste permanent en 1997 ait déménagé en 2000, près de un diplômé sur six parmi ceux occupant un poste non permanent avait déménagé. Cet écart est considérable.

Quant aux résidents des Maritimes qui vivaient dans la région en 1997 et qui ont indiqué avoir un poste à temps plein (en 1997 et en 2000), la différence la plus évidente entre ceux qui y vivaient trois ans plus tard et ceux qui avaient déménagé était le salaire moyen. Ceux qui travaillaient et vivaient dans les Maritimes en 1997 ont obtenu des augmentations beau-coup plus importantes s'ils se sont installés à l'extérieur de la région en 2000. La rémunération moyenne de ces diplômés calculée sur une année a augmenté de 18 484 \$, passant de 23 816 \$ à 42 300 \$, soit un écart de 78 pour cent. La rémunération des diplômés qui sont demeurés dans la région a augmenté de 7 996 \$, passant de 30 680 \$ à 38 676 \$, soit une augmentation de 26 pour cent. Ceux qui ont déménagé gagnaient donc 6 864 \$ de moins en 1997 que ceux qui sont restés dans la région. Cela suppose qu'un niveau d'insatisfaction quant aux salaires peut

avoir joué un rôle dans la décision de déménager.

Les autres variables liées à l'emploi, comme la pertinence au domaine d'études du diplômé et le fait que le diplômé possédait l'expérience précisée par l'employeur, n'avaient pas une grande corrélation avec cette tendance particulière concernant la mobilité, c'est-à-dire que les résidents des Maritimes demeuraient dans la région jusqu'en 1997 et déménageaient par la suite.

Vu le nombre relativement faible de résidents des Maritimes qui vivaient dans la région en 1997 mais qui avaient déménagé en 2000 (211) comparativement à ceux qui sont demeurés en 2000 (1 575) et vu le grand nombre de catégories d'emploi, nous ne pouvons pas comparer de manière précise les deux populations en ce qui a trait au type d'emploi occupé en 2000.

Conclusion

Comme nous pouvons le constater, il existe une nette différence dans les tendances en ce qui concerne la mobilité des résidents des Maritimes comme étudiants (départ pour poursuivre ses études) et comme diplômés récents. Le choix de s'installer dans une autre province pour fréquenter l'université est en partie fonction de la disponibilité de certains programmes dans la province d'origine et, en raison de l'augmentation continue des droits de scolarité et des frais de subsistance, de la capacité d'absorber un tel déménagement. Ceux qui sont les plus susceptibles de quitter leur province d'origine pour fréquenter l'université viennent de l'Île-du-Prince-Édouard, sont jeunes et ont des parents qui ont un niveau de scolarité combiné du niveau du baccalauréat ou plus élevé.

La plus grande perte de diplômés dans la province d'origine survient d'abord parce que ces diplômés vont poursuivre des études dans une autre province des Maritimes et par la suite au cours de la première année suivant l'obtention du diplôme. Les modes de migration après l'obtention du diplôme dépendent du sexe, de l'âge et du domaine d'études.

Ceux qui quittent le plus tôt sont faciles à repérer. Ce sont surtout les plus jeunes et plus probablement des hommes. Cela suit la tendance de la population en général. Parmi les trois provinces, c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui subit la plus grande perte de nouveaux diplômés.

Fait peut-être plus alarmant, les diplômés en sciences appliquées et en génie, en sciences mathématiques et en sciences physiques et en technologie de l'information sont plus susceptibles de déménager tôt que les diplômés dans d'autres domaines.

La migration entre un et quatre ans après l'obtention du diplôme dépend aussi, dans une certaine mesure, des premières expériences de travail. Les salaires relativement bas, l'insatisfaction au travail, un poste non permanent et le chômage, comme il a été indiqué en 1997, ont contribué à augmenter la probabilité qu'un diplômé s'installera à l'extérieur de la région en 2000. Par conséquent, le fait d'avoir le choix ou la possibilité de changer d'emploi accroît la probabilité d'un déménagement.

Plusieurs reconnaissent que l'écart salarial contribue à un certain niveau de migration depuis la région de l'Atlantique vers d'autres régions du pays. Pour une raison ou une autre, plusieurs entreprises « ne veulent pas ou ne peuvent pas accorder une rémunération concurrentielle à des candidats autrement bien qualifiés ».

TENDANCES CONCERNANT LA MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

(Actes de la conférence Formation, perfectionnement et compétences dans l'économie du savoir, 1999). Un problème important semble aussi être l'absence relative d'emplois exigeant les compétences spécialisées de certains diplômés.

Il semble donc exister un petit créneau bien défini pour une intervention gouvernementale visant à retenir les diplômés universitaires. Puisque les diplômés qui quittent sont plus susceptibles de partir au cours de la première année suivant l'obtention du diplôme, les politiques devraient viser ce groupe cible immédiatement après ou peut-être mieux encore dans les mois précédents l'obtention du diplôme, si elles veulent être efficaces. Puisqu'il existe un groupe de diplômés repérables qui partent tôt dans les domaines des sciences appliquées et du génie, des mathématiques et des sciences physiques, et de la technologie de l'information, de telles politiques pourraient être axées sur ces secteurs.

Notes en fin de texte

¹Selon la formule de financement régional (FFR) appliquée par la Commission, chacune des trois provinces Maritimes fournit des fonds pour l'instruction de ses étudiants universitaires inscrits à des programmes dans l'une des deux autres provinces qui ne sont pas offerts dans leur province d'origine. Le transfert de fonds au cours d'un exercice financier donné est basé sur le nombre d'inscriptions des résidents des Maritimes dans ces programmes régionaux deux ans plus tôt, la dernière année pour laquelle les données sur l'inscription sont disponibles au moment de la préparation des budgets.

²Dans le présent document, l'expression résidant des Maritimes ou résidant (par rapport à une province) désigne le lieu de résidence douze mois avant l'inscription à des programmes d'études menant à un titre de compétences en 1996, comme il a été indiqué dans l'entrevue en 1997.

³Quinze pour cent des répondants au sondage venaient de l'extérieur de la région pour étudier. Ce pourcentage pourrait augmenter au cours des dix prochaines années lorsque les étudiants « double cohorte » de l'Ontario recevront leurs diplômes (dont l'effet culminera en 2004-2005) et lorsque la population des 18 à 24 ans augmentera dans certaines régions du pays. L'effet de ces hausses attendues et leur impact sur les établissements dans la région des Maritimes justifient une étude approfondie.

⁴Dans le présent document, le niveau de confiance déterminant l'importance a été établi à 95 pour cent.

Références

_____. 1999. Sommaire de la conférence Formation, perfectionnement et compétences dans l'économie du savoir. Moncton (Nouveau-Brunswick). Statistique Canada

Burbidge, J. et Finnie, R. 1999. La mobilité géographique des titulaires de baccalauréat : Données de trois cohortes des Enquêtes nationales auprès des diplômés, 1982, 1986, 1990. Développement des ressources humaines Canada (R-00-1-8F)

Finnie, R. 1998. La mobilité interprovinciale au Canada : Une analyse longitudinale. Développement des ressources humaines Canada (W-98-5E.a)

Lin, Z. 1995. La mobilité interprovinciale de la main-d'oeuvre au Canada : le rôle de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Développement des ressources humaines Canada.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la :

Commission de l'enseignement supérieur des
Provinces maritimes
C.P. 6000
Fredericton, (N.-B.) E3B 5H1

Téléphone: (506) 453-2844
Courriel: mphec@mphec.ca
Site web: www.mphec.ca